

Affaire Mila : un nid de contradictions

Article rédigé par *Le Salon beige*, le 31 janvier 2020

Les propos critiques de la jeune Mila à l'encontre de l'islam ont donné lieu ces derniers jours à un festival de contradictions entre la justice et le gouvernement, comme le résume excellemment l'AGRIF.

Communiqué de [L'AGRIF](#) :

Mila est cette jeune fille âgée de 16 ans qui, excédée par les « propositions » d'un jeune musulman mal éduqué, a fini par lui répliquer vertement avec des arguments pas très idéologiquement corrects pour l'islam.

Ceci a valu à Mila un déferlement de haine, de menaces de viol et de menaces de mort.

- Aujourd'hui, encore toujours ministre de la Justice, madame Nicole Belloubet, aussi juridiquement ignare que culturellement indigente, avait réagi en déclarant : « *L'insulte à la religion, c'est évidemment une atteinte à la liberté de conscience, c'est grave* ».

Curieuse logique, car s'il y a eu de la part de Mila un usage peut-être excessif de la liberté d'expression, on ne voit pas en quoi elle a porté atteinte à la liberté de conscience !

Madame la Garde des Sceaux semble être très fatiguée dans son exercice du raisonnement.

Que n'a-t-elle émis d'ailleurs pareil propos lorsque le torchon Charlie a, le 13 mars dernier, publié sur toute sa couverture la caricature du Christ en croix, la plus obscènement, la plus abjectement immonde qu'un cerveau dégoulinant de haine pornocratique contre le Christ puisse excrémenter ?

- Mais voilà qu'un extraordinaire imbécile de député Modem, parlant de Mila, Nicolas Turquois a osé proférer que " *si une personne avait fait (sic !) les mêmes propos à l'égard de la religion catholique, elle aurait reçu les mêmes menaces* ».

Il n'a pas remarqué que nulle menace de mort n'a été proférée à l'encontre de la « dessinatrice » dans Charlie de cette abomination raciste non seulement antichrétienne mais antihumaine.

L'AGRIF a donc simplement déposé alors la plainte qui s'impose selon le droit.

Dans le sillage de madame Belloubet, le Parquet de Vienne avait annoncé deux procédures dans l'affaire : l'une contre les menaces de mort contre Mila, l'autre pour établir si les propos de cette dernière relevaient de la « provocation à la haine raciale ».

Mme la ministre de la justice, Nicole Belloubet, s'étant excusée de ses incroyables propos témoignant de son

ignorance des textes actuels et de la jurisprudence sur la liberté d'expression, le Parquet de Vienne a classé sans suite la procédure pour incitation à la haine.

La ministre et son obéissant Parquet de Vienne auront manifesté ainsi la même affligeante médiocrité. La démission de la première pour nullité dans sa fonction s'impose !

- Le délégué général du Conseil Français du culte Musulman Abdallah Zekri avait déclaré pour sa part : « *Elle l'a cherché, elle assume. Qui sème le vent récolte la tempête* ».

Par avance, un propos à peine voilé justifiant le pire !!! Dans la continuité des assassins des collaborateurs de Charlie-Hebdo.

Le CFCM vient de sortir enfin un bien médiocre communiqué d'atténuation de cela.

- Marlène Schiappa pour sa part avait attendu plusieurs jours aussi avant de réagir aux propos d'Abdallah Zekri, attendant sans doute les instructions d'Edouard Philippe voire de M. Macron. Elle les avait enfin justement qualifiés de « *propos criminels* ».
- De son côté, l'avocat de Charlie-Hebdo, Richard Malka s'était indigné des propos de madame Belloubet... Exigeant des excuses.
- Qui ne le voit, le soi-disant « antiracisme », qui n'a jamais été qu'un racisme en sens contraire, explose aujourd'hui en deux camps de haine :
 - « l'antiracisme » laïcard qui vérifie encore et heureusement que si l'on peut porter au plus haut la dérision et les injures antichrétiennes, sans autre risque que des procès, il n'en est pas de même pour des propos contre l'islam, fussent-ils tenus par une malheureuse gamine excédée et excusable.
 - « L'antiracisme » islamophile qui entend totalement placer l'islam hors de tout irrespect, en attendant de pouvoir un jour traiter les contrevenants au respect le plus absolu de la charia comme on le fait dans tous les pays sous domination de la charia islamique.

Pour sa part, l'AGRIF exige simplement que les profanations de cimetière, les incendies d'églises (23 en un an !) et le libre cours aux pires formes de l'injure antichrétienne soient justement réprimées par la justice.

Elle s'y emploie avec fermeté.

Retrouvez l'article sur <https://www.lesalonbeige.fr/affaire-mila-les-propos-incoherents-de-nicole-belloubet/>